

La guérilla

Autor(en): **Baudot, Marcel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **94 (1949)**

Heft 7

PDF erstellt am: **13.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-342436>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La guérilla

La guérilla, dont le vocable rappelle les épisodes de la lutte sourde menée par le peuple espagnol contre la domination napoléonienne (1803-1810), désigne les méthodes de résistance active employées spontanément par une population opprimée à l'encontre de l'opresseur.

L'histoire nous donne maints exemples de ces réactions insurrectionnelles spontanées des peuples, depuis les soulèvements des peuplades gauloises, agissant en opposition à la volonté de leurs dirigeants, contre les légions de César, la levée en masse des paysans de Neustrie contre les Francs dans la révolte dite des Bagaudes au V^e siècle, ou contre les pirates scandinaves dans la future Normandie au IX^e siècle, jusqu'aux sursauts des mêmes populations contre l'intervention étrangère aux côtés du roi Henri IV avec les Gauthiers en 1589 ou contre l'absolutisme de la dictature du club des Jacobins en 1793 avec l'insurrection fédéraliste, puis avec la chouannerie.

Mais la formule la plus classique de la guérilla nous est fournie par deux régions qui se prêtaient admirablement à cette sorte de lutte, l'Espagne et le Tyrol, Les montagnards espagnols et les paysans tyroliens sous la conduite d'Andreas Hofer pratiquèrent avec un égal succès pendant deux années (1805-1810) les uns contre la grande armée, les autres contre les Bavares, puis contre les troupes du Maréchal Lefèbvre, une guerre de harcèlement qui causa les plus graves désagréments aux régiments de la puissance occupante.

Puisque mon dessein est de parler plus spécialement des conditions de la guérilla dans la province française, qui devait être en 1944 le point de départ de la reconquête de l'Europe

occidentale, occupée par l'armée allemande depuis l'été de 1940, je ne puis omettre de dire un mot des événements si semblables qui eurent pour théâtre cette même région pendant la guerre de Cent Ans, lorsque l'Angleterre occupait la Normandie.

Pendant la première partie de la guerre de Cent Ans, entre 1346 et 1395, il y eut à maintes reprises des chocs violents entre les armées française et anglaise, sans occupation militaire à caractère permanent, mais les populations eurent à souffrir surtout des déprédations et des réquisitions des hommes d'armes appartenant à toutes les armées en présence ; armée anglaise, armée française, armée navarroise, mercenaires étrangers ; d'autre part, les positions politiques étaient mal définies, surtout en raison des oscillations du comte d'Evreux, roi de Navarre, Charles le Mauvais, dont l'influence était considérable dans cette région de la France.

La situation est toute différente après 1415. La dynastie des Lancastre a bien l'intention de conquérir définitivement la Normandie, et, dès que les dernières villes normandes sont passées aux mains des assaillants, en 1419, l'administration anglaise se substitue totalement à l'administration française et l'occupant prend toutes les mesures d'ordre militaire pour tenir solidement la province. La population ronge son frein mais elle attend son heure. Le 15 août 1424, la dernière armée française livre bataille à Verneuil contre l'armée anglaise. Les divisions entre Français ont cessé, il n'y a plus de Bourguignons pro-anglais ; Armagnacs et Bourguignons combattent sous les mêmes enseignes. Au cours de la bataille, des défections ont lieu, mais seulement dans le camp anglais. La nouvelle de ces défections se répand très rapidement dans tout le pays et chacun s' imagine que la victoire est désormais acquise. Illusion, les Français sont en fin de journée écrasés. Mais l'espérance de la victoire chemine de village en village, réveillant la haine contre l'occupant. Les hommes valides abandonnent leurs maisons et vont s'assembler dans les forêts, dans les halliers afin de tendre des embuscades aux

contingents ennemis. Et c'est le début de la guérilla qui va se perpétuer durant cinq années jusqu'à ce que l'épopée de Jeanne d'Arc rende à la France une nouvelle armée et meilleure confiance en elle-même.

Et l'on verra, dans tous les cantons bocagers de Normandie centrale, de petits groupes d'hommes résolus, sous la conduite ici d'un maréchal-ferrant, là d'un noble seigneur, ici d'un moine, là d'un paysan, livrer une guerre incessante aux garnisons, aux transports de l'armée occupante et aux Français « reniés » qui ont pris le parti de l'ennemi.

Toute la population est complice ; elle protège les corps francs de toutes les façons, les renseigne, les ravitaille, soigne leurs blessés, cache leurs armes.

Des succès spectaculaires relèvent peu à peu le moral d'une nation qui vient de connaître pourtant les pires désastres.

La Normandie délivrée de l'occupation anglaise en 1450 devait subir au XIX^e siècle deux nouvelles occupations, mais de courte durée ; en 1815 les armées alliées séjournèrent quelques mois, il y eut une zone d'occupation anglaise, une zone d'occupation russe et une zone prussienne. D'assez vifs incidents eurent lieu dans les deux dernières zones, mais il n'y eut nulle part d'actions militaires pouvant être qualifiées de guérillas. En 1870 des francs-tireurs participèrent aux opérations militaires, mais en liaison avec les unités régulières ; après l'armistice, toute lutte cessa, et si l'occupation militaire prussienne fut particulièrement pénible et marquée par des violences çà et là, elle ne fut pas contrecarrée systématiquement par la population.

Soixante-dix ans plus tard, en 1940, le souvenir de cette dernière occupation allemande s'était complètement effacé. La Normandie n'avait pas souffert matériellement de la guerre de 1914-1918 et elle n'était pas particulièrement hostile à l'Allemagne. Les principes du nazisme y étaient fort mal connus et dans une province qui aime l'ordre et respecte l'autorité, où les hommes de la « gauche » ont gardé comme

la nostalgie du bonapartisme et où les partis de droite se tournent volontiers vers les mouvements extrémistes du P.S.F., des Croix de Feu ou de l'Action française, la conception d'un Etat fort du type hitlérien rencontre d'évidentes sympathies ; le parlementarisme est assez discrédité et l'on attend, non sans impatience parfois, une crise de régime.

La capitulation de Munich est accueillie presque avec enthousiasme par les uns, avec soulagement pour le plus grand nombre. On ne veut à aucun prix d'une guerre qui ne paraît concerner que des peuples slaves lointains et dont le bon droit ne paraît pas tellement évident. On reproche aux Polonais leur versatilité et la germanité du pays des Sudètes peut donner une justification aux demandes allemandes vis-à-vis des Tchèques.

La guerre sera donc impopulaire. Elle sera au surplus démoralisante tant pour les combattants à qui une inaction prolongée est imposée que pour les civils qui ne comprennent pas pourquoi il ne se passe rien sur le front de l'Ouest.

Le réveil en mai 1940 sera terrible. Le défilé incessant sur toutes les routes, de colonnes innombrables de réfugiés venant de Belgique et des Ardennes, sèmera la panique et désorganisera les arrières de l'armée combattante qui se trouvera elle-même continuellement débordée par les pointes audacieuses des blindés ennemis et considérablement amoindrie par les actions de sabotages des espions de la fameuse « cinquième colonne ». La population est en même temps terrorisée par les sévères bombardements aériens sur les villes et par la carence de l'aviation alliée. Et elle préfère fuir, abandonnant ses demeures et ses biens. Et ce sont les mitraillages des convois de réfugiés sur toutes les routes de France, spectacle déprimant et pitoyable.

Aussi l'annonce de l'armistice et la nouvelle de la constitution d'un nouveau gouvernement sous l'égide du Maréchal Pétain, un des vainqueurs de la précédente guerre, furent-elles accueillies d'une manière très générale comme la solution

la plus sage, celle qui mettait un terme à un combat jugé trop inégal.

L'armée allemande se montra dans les premières semaines fort courtoise, facilitant le retour des réfugiés, confiant l'administration des villes abandonnées par leurs municipalités aux Français les plus capables et les plus dévoués, venant au secours des misères les plus criantes, s'intéressant à la bonne conservation des monuments et des collections artistiques et scientifiques.

Les scrupules de certains Français à l'égard de l'Angleterre, que l'on abandonnait assez inélegamment en plein combat, se trouvèrent fort atténués après l'attaque de la flotte française ancrée dans la rade de Mers el Kébir, par un amiral anglais peu diplomate. Les Allemands auraient pu user avec habileté de cette erreur anglaise ; en fait, au lieu de s'en tenir à cet événement, ils tentèrent, par voie d'affiches, de mettre les milliers de morts ensevelis sous les ruines encore fumantes de nos villes, au compte de bombardements anglais, alors que chacun avait été témoin des piqués des Stukas à croix gammée et des mitraillages des Messerschmidt. Cette faute psychologique eut pour effet de ranimer les réflexes patriotiques de la majeure partie de la population à l'encontre de l'armée occupante.

L'appel du général de Gaulle radiodiffusé par la B.B.C. ne fut entendu que par un petit nombre de Français, dans le cœur desquels il eut certes beaucoup de résonance, mais il ne se trouva que quelques officiers pour tenter de gagner l'Angleterre ou pour entreprendre la constitution de groupements destinés à coopérer clandestinement avec les Anglais et les Français libres réfugiés à Londres.

Ces premiers réseaux de résistance furent rapidement décelés par les Allemands qui les mirent dans l'impossibilité d'agir efficacement. Ce fut seulement en zone non occupée qu'il fut alors possible de faire œuvre utile en cachant des stocks d'armes et de munitions, en entretenant des rapports

avec les services secrets anglais et américains, en mutant dans des services civils comme ceux des Statistiques, des Eaux et Forêts les officiers d'active qu'on voulait avoir sous la main pour encadrer, le moment venu, les effectifs qui viendraient compléter les huit divisions de l'armée d'armistice.

La renonciation de l'état-major allemand à tenter le débarquement sur les côtes d'Angleterre, puis l'échec de l'offensive aérienne contre les centres industriels anglais créèrent un climat favorable au développement de l'esprit de résistance dans la zone occupée de la France. Les officiers et soldats anglais qui n'avaient pu être rapatriés en juin 1940, furent accueillis avec sympathie dans les fermes de nos campagnes ; vers le mois de septembre 1940 des actes de sabotages, sous la forme de coupures de câbles téléphoniques allemands, sont pratiqués çà et là. La réaction ennemie est à nouveau maladroite ; des amendes extrêmement lourdes pour une population profondément appauvrie par les pillages et les destructions subies, sont exigées, et des hommes de plus de cinquante ans sont obligés en plein hiver à passer douze heures d'affilée, de jour ou de nuit, à monter la garde le long des câbles. Ces mesures exaspérèrent les habitants des villes. L'armée allemande ne s'était pas préoccupée jusque-là des problèmes d'administration ; des *Kriegsverwaltungsräte*, nazis 100 %, adjoints aux *Feldkommandants*, se penchent bientôt sur la composition des conseils municipaux et exigent le remplacement des municipalités dont les membres ne donnent pas toutes garanties à la puissance occupante. Des menaces sont faites à la presse en vue d'obtenir sa domestication.

Les accords de Montoire en octobre 1940 impliquant une véritable collaboration politique et économique avec l'Allemagne, puis le renvoi de Pierre Laval et sa rentrée en scène sur l'ordre d'Abetz, le 13 décembre, ouvrent les yeux de beaucoup de ceux qui s'imaginaient que la France pouvait maintenir une attitude de neutralité. Il faut opter, et la grande majorité du peuple français, dans la zone occupée, choisit

la résistance à la pression allemande et à la politique extérieure du gouvernement de Vichy. Cette résistance n'est encore qu'une résistance passive, une mauvaise volonté contrariant systématiquement les désirs de l'occupant. Elle se manifeste encore par l'aide accordée aux aviateurs alliés tombés en parachutes, par l'organisation de filières de passages des lignes de démarcation et des frontières.

L'année 1941 est pourtant marquée par de brillantes victoires allemandes dans les Balkans, en Crète et en Mer Egée, puis en Russie.

La population s'accroche pourtant désespérément à tout ce qui fait tressaillir d'espoir son patriotisme, comme la courageuse attitude du roi Pierre de Yougoslavie ou l'enthousiasme du peuple de St-Nazaire, lors de l'attaque du port par un commando britannique.

Les premières mesures de coercition avaient été prises par les services de police allemande dès l'automne 1940 : perquisitions dans les bibliothèques en vue de l'élimination des livres contraires aux idéaux nationaux-socialistes ; arrestation de Juifs en janvier 1941 (Jacob Gubler, Suisse de Passy, arrêté le 24 janvier).

Les espérances populaires se traduisent par des gestes symboliques tels que l'apposition de la lettre V et de croix de Lorraine sur les murs, gestes qui attirent de sévères représailles sur ceux qui sont pris sur le fait. (C'est ainsi que cinq jeunes filles de Nonancourt sont condamnées chacune à une amende de 6 000 frs.).

L'entrée en guerre de l'U.R.S.S. va modifier le caractère de la Résistance française. Les militants communistes, qui avaient observé une neutralité parfois bienveillante pour les occupants, et qui avaient pu assez souvent développer leur propagande avec la complicité tacite des autorités allemandes (envoi par la poste de l'*Humanité* alors à peine clandestin, enlèvement des bibliothèques des livres et brochures anti-soviétiques, slogans de tendance communiste diffusés par

les troupes allemandes contre le capitalisme occidental, contre les conceptions démocratiques et chrétiennes) passent rapidement à l'action. De nombreux tracts sont édités et répandus jusque dans les villages les plus reculés. Dès le début du mois de juillet 1941 des inscriptions dirigées à la fois contre Hitler et contre le gouvernement de Vichy, apparaissent sur les murs tandis que des soldats allemands isolés sont attaqués et désarmés, que des sabotages sont perpétrés dans les usines. Des consignes précises sont données aux militants par l'organisation dite du Front national, qui entend réunir tous ceux qui sont partisans de la résistance armée à l'occupant. La réaction allemande est violente. Les tribunaux militaires condamnent à mort tous les inculpés, et nos murs se colorent de ces grandes affiches rouges à encadrement noir annonçant les exécutions capitales. Et ce ne sont pas seulement des communistes qui sont frappés, mais tous ceux qui sont convaincus d'avoir participé à des mouvements de résistance dont la création remonte pour la plupart à l'hiver 1940-1941.

C'est tout d'abord le *groupe du Musée de l'Homme*, rapidement découvert et décimé, puis l'*O.C.M.*, *Libération-Nord* avec le professeur Cavaillès et Albert Forcinal, un des héros de la guerre de 1914-1918, *Ceux de la Libération* avec l'industriel Ripoché, *Vengeance* avec le Dr Vic-Dupont, *Ceux de la Résistance* avec le gendre du général Mangin, le comte Boinet. Chacun de ces mouvements a sa clientèle propre, l'*O.C.M.* et *Libération-Nord* recrutent surtout dans les milieux syndicalistes, socialistes et démocrates chrétiens, *Ceux de la Libération* au contraire, réunit des hommes d'extrême-droite, de l'ancien P.S.F. surtout, *Ceux de la Résistance* s'adressent aux milieux de la haute bourgeoisie et *Vengeance* aux commerçants et à la petite bourgeoisie. Le *Front national* aura une clientèle beaucoup plus populaire et plus axée surtout à la fois dans le sens de l'action immédiate et de la lutte politique contre les hommes et les thèses du gouvernement du maréchal.

Toutes les classes sont touchées, mais si 95 % des masses populaires sont acquises dès 1941 à la cause de la Résistance, la proportion est assez différente dans les autres couches de l'opinion. L'aristocratie lui est favorable à plus de 60 %, la petite bourgeoisie à 70 %, mais la proportion tombe à 40 % dans les milieux d'affaires de la haute bourgeoisie alléchée par les profits, les bénéfices que procure le commerce avec l'ennemi. Les officiers sont très divisés, la plupart sont attentistes et le resteront jusqu'à la Libération ; le clergé des campagnes est en très grande majorité résistant, mais le haut clergé ne cache pas ses sympathies pour la politique intérieure des hommes de Vichy. L'enseignement supérieur dans l'ensemble, l'enseignement secondaire dans sa très grande majorité, prend position contre l'occupant et contre les conceptions vichysoises, mais chez les instituteurs, le pacifisme « à tout prix » à la Challaye et l'influence de Déat et du journal *L'Oeuvre* font des ravages, et la Résistance ne trouve pas toujours à l'école le climat qu'elle souhaiterait y trouver.

Les fonctionnaires pratiquent en général diverses formes de résistance passive, mais avec une extrême prudence qui les rend peu aptes, le plus souvent, à une participation active aux mouvements de résistance militaire.

L'année 1941 s'achève avec les massacres de la prison de Chateaubriant (22 octobre 1941) l'exécution de Gabriel Péri (15 décembre 1941) suivie de celles des philosophes Politzer et Jacques Salomon, et les rafles des Juifs, hommes, femmes et enfants voués aux camps de la mort lente et aux fours crématoires.

Les mouvements de résistance songent tout d'abord à établir des liaisons, des boîtes aux lettres, à recueillir des renseignements qu'ils communiquent aux états-majors alliés, soit directement à Londres, soit par l'intermédiaire du 2^e Bureau de Vichy, acquis en majeure partie à l'idée de la reprise de la lutte armée. Des journaux clandestins sont édités ;

le premier organe qui est diffusé en Normandie dès octobre 1941 est intitulé *La France continue*, il émane d'un groupe de démocrates chrétiens.

Les services de renseignements anglais, belges et polonais ne restent pas non plus inactifs et placent leurs agents partout où il y a lieu de recueillir d'intéressantes informations : ce sont les réseaux *Alliance*, *Comète*, et plus tard *Buckmaster* spécialisé, lui, dans les besognes de sabotages.

1942 sera l'année de l'échec de la relève, qui aurait voulu que des volontaires allassent travailler dans les usines de guerre allemandes, en échange de la libération éventuelle de prisonniers français; elle sera aussi celle de la mise en route du S.T.O., c'est-à-dire de l'envoi obligatoire des jeunes gens dans les chantiers allemands du mur de l'Atlantique ou comme ouvriers dans les industries de guerre d'Allemagne. Cette perspective de réquisition de main-d'œuvre pour l'Allemagne fut, pour l'organisation de la Résistance française, un tournant décisif. Un très grand nombre de jeunes gens, parfois pour des raisons patriotiques, plus souvent par crainte des bombardements auxquels étaient soumis les usines allemandes, préférèrent la fuite à l'embrigadement dans l'armée du travail. Certains se réfugièrent chez des cousins à la campagne, d'autres, très nombreux, eurent recours aux organismes clandestins qui se mirent en quête des cultivateurs décidés à procurer un gîte et du travail aux réfractaires du S.T.O. Nombre de ces cultivateurs acceptèrent avec empressement cette main-d'œuvre, les uns par un noble souci d'arracher des hommes à la machine de guerre adverse, d'autres par intérêt, pour pouvoir disposer d'une main-d'œuvre docile et peu dispendieuse.

Les dirigeants de la Résistance eurent le tort de miser beaucoup trop sur les services que pouvaient rendre ces jeunes gens, dont la décision n'avait pas toujours été la conséquence d'un réflexe patriotique. Non seulement beaucoup de ces jeunes gens n'apportèrent qu'une contribution très

molle à l'armée clandestine, ils songèrent plus à la capture des tickets d'alimentation dans les mairies et des stocks de tabac dans les débits qu'aux opérations de sabotages, et, à la première enquête ils n'hésitèrent pas, trop souvent, à livrer le nom et l'adresse de ceux qui leur avaient fourni de faux papiers.

Une élite choisit, dès l'automne de 1942, dans les deux zones (la zone libre ayant été occupée par l'armée allemande au lendemain du débarquement anglo-américain en Afrique du Nord) la vie aventureuse des maquis. On connaît assez bien l'histoire de ces maquis des régions montagneuses, illustrée par les épisodes glorieux et tragiques du plateau des Glières, du Vercors, du Mont Mouchet, du Morvan. Mais même les régions moins accidentées connurent ces rassemblements de hors la loi attendant l'heure H pour bondir sur les communications et les convois de l'ennemi. La Normandie ne fit pas exception, et de petits groupes de dix, quinze ou vingt hommes s'installaient dans un bâtiment abandonné ou dans une grotte située dans une région de bocage, et se préparaient aux combats futurs. Le plus important de ces maquis réunit dès octobre 1942, dans la région de Pont-Audemer, au sud de l'estuaire de la Seine, une cinquantaine de jeunes hommes sous le commandement d'un épicier de village, Robert Leblanc, dont le seul nom devait semer la terreur dans un rayon de cinq lieues autour de la ville de Pont-Audemer.

Depuis le début de 1942, l'action des organisations de résistance s'était singulièrement intensifiée ; la police de Vichy et la Gestapo signalent dans toutes les régions des menées gaullistes ; les tracts circulent sans arrêt, les corps francs de *Libération-Nord* attaquent les trains de matériel ; les déboulonnements de rails sont fréquents, surtout aux alentours des grandes gares de triage où le *Front national* n'a pas eu de peine à recruter des groupes de saboteurs. Le 14 juillet 1942, jour de la fête nationale, est marqué par des coupures de câbles téléphoniques et par des manifesta-

tions significatives. Les objets de cuivre, la monnaie métallique, disparaissent à la veille de la campagne de récupération des métaux non ferreux. La police allemande dresse une liste de notables qui devront servir d'otages le cas échéant.

C'est en décembre 1942 que l'on signale, dans le département de l'Eure, le premier parachutage d'armes. Des liaisons régulières sont établies en effet depuis avril 1942 avec Londres, et des terrains sont préparés pour l'atterrissage des petits avions Lysander, qui venaient chercher le courrier et qui transportaient les officiers de renseignements, ou pour les parachutages des « tubes containers » contenant des armes, des munitions ou des appareils de radio.

Le raid anglais sur Dieppe est un demi-échec, mais il donne la conviction que le débarquement allié est désormais proche ; il paraît certain pour le printemps de 1943.

Le S.T.O. domine encore les préoccupations au début de l'année 1943 ; les bureaux de placement allemands de main-d'œuvre sont l'objet d'attaques nocturnes, les volontaires de la Légion des Volontaires français contre le Bolchevisme sont molestés.

Les actes de sabotages sur les voies ferrées et les lignes téléphoniques se multiplient, (la gendarmerie, pour le seul département de l'Eure, en relève 2 pour 1941, 6 pour 1942 48 pour les huit premiers mois de 1943).

Des efforts d'interliaison entre les divers réseaux de résistance sont faits sur le plan départemental, où des contacts sont pris avec de nouvelles organisations telles que Résistance, le N.A.P. (noyautage des administrations publiques), les équipes de combat des P.T.T. et de la S.N.C.F. (Société nationale des chemins de fer français). Sur le plan national, la coordination a été réalisée lors de la première réunion du Conseil national de la Résistance, tenu sous la présidence de Jean Moulin le 27 mai 1943. Le commandement de l'armée secrète, l'A.S. est confié au général Delestraint Vidal. La double arrestation de Jean Moulin et du général Delestraint,

quelques jours après, décapite le C.N.R. et l'on piétine un peu jusqu'à l'automne.

Sans attendre les ordres, les rapprochements ont lieu sur le plan local et, en septembre 1943 par exemple, le département de l'Eure a mis au point un organisme militaire qui englobe les formations des mouvements *Libération-Nord*, *Ceux de la Libération*, *Résistance*, *O.C.M.* et *Vengeance*.

Les chefs nationaux du mouvement *Vengeance*, qui possèdent dans l'Eure des groupes particulièrement actifs, tentent en octobre-novembre 1943 de réaliser l'unité de commandement ; mais c'est au *Front national* que, dans la répartition des tâches, le commandement national a décidé de confier le commandement des Forces françaises de l'intérieur de l'Eure ; mais le *Front national* traverse dans ce département une dure crise intérieure au cours de l'été 1943 ; le plus courageux des animateurs de ce Mouvement dans le département, André Antoine, par opposition aux directives communistes qu'on cherche à imposer, fait scission et suivi de la plupart des groupes de son secteur qui comprend la moitié nord-ouest du département, il passe au mouvement *Résistance*. Vers le même moment, le triumvirat qui préside à la direction départementale du *Front national* : un architecte radical, un commerçant ex-membre du P.S.F. et un jeune prêtre est en butte à une certaine suspicion de la part des commissaires politiques envoyés de Paris. Aussi l'offre de l'état-major national n'est suivie d'aucune réalisation et l'état-major doit envoyer à Evreux une mission destinée à réunir les responsables départementaux de tous les mouvements en vue de la désignation d'un chef départemental.

Cette réunion a lieu à la fin de décembre 1943. Le commandement que j'exerçais de fait depuis l'été, mais qui ne portait pas alors sur les groupes du *Front national*, m'est confirmé par l'accord unanime de tous les responsables de mouvements.

Comment la situation se présente-t-elle lorsque cette redoutable mission m'échoit ? L'immense majorité de la

population était acquise à l'idée de la Résistance, elle favorisait par tous les moyens l'évasion des aviateurs alliés tombés en parachute, elle assurait l'hébergement des réfractaires et des maquisards, elle est aux écoutes des émissions de la B.B.C. et de la radio suisse, elle manifeste ses opinions patriotiques en déposant le 14 juillet et le 11 novembre des gerbes de fleurs tricolores sur les monuments aux morts de la guerre précédente, elle assure la diffusion de la presse clandestine parisienne : *Libération*, *Résistance*, *Défense de la France* et des journaux imprimés dans le département : le *Patriote de l'Eure*, organe du Front national et *Porte Normande*, organe des groupes Résistance de la ville de Vernon.

Mais elle est un peu nerveuse, déçue d'avoir vu le printemps, l'été et l'automne se passer sans que la promesse de débarquement ait été réalisée ; elle a quelque amertume en constatant les graves erreurs de visée des bombardiers américains, erreurs se traduisant par des multitudes de morts et de blessés civils, et la carence de l'aviation alliée, à qui les services de renseignements signalent pourtant des objectifs militaires importants, comme le rassemblement de blindés allemands, des dépôts d'essence, des parcs de munitions, des installations de radars. Cet état d'esprit est encore plus accusé chez les militants de la Résistance, qui s'indignent contre toutes les formes de la collaboration avec l'ennemi, envoient des cercueils miniatures aux plus huppés partisans de l'entente avec l'occupant, et ne craignent pas d'abattre sans autre forme de procès les plus nocifs d'entre eux. Les récoltes de lin ont été brûlées, en août, des prélèvements d'argent sont effectués à l'encontre des paysans qui pratiquent le plus impudemment le marché noir et le commerce intensif avec l'ennemi.

Quels sont, en décembre 1943, les effectifs réels de l'armée clandestine pour ce département de l'Eure ? Pour une population de 300 000 habitants, tenue en respect par environ 50 000 Allemands dont deux divisions S. S., nous pouvons

aligner trois cents maquisards bien armés, une vingtaine de sizaines du mouvement *Résistance* dans l'ouest du département, quatre sizaines de la même origine à Vernon, seize groupes du mouvement *Vengeance* dans les secteurs d'Evreux, de Vernon et de la vallée d'Eure, six ou sept sizaines de *Libération-Nord* à Nonancourt, Pacy et Gisors, quatre ou cinq groupes du *Front national* dans la région du Neubourg et enfin cinq ou six sections de francs-tireurs et partisans aux abords de Pont-Audemer, d'Evreux, de Nonancourt, de Breteuil et d'Ivry, soit en tout environ six cent cinquante hommes dont le tiers à peine armé.

Les seuls parachutages d'armes qui ont été effectués, l'ont été au bénéfice des réseaux d'action anglais Buckmaster, et la plupart des dépôts d'armes ainsi constitués ont été découverts par les Allemands.

Seul le maquis de Pont-Audemer a pu obtenir trois tonnes d'armes qui ont été transportées en novembre de Chartres à Beuzeville. La discipline n'est de règle qu'au maquis ; les groupes isolés se lancent sans ordre dans des expéditions hasardeuses ou inopportunes. (Une action, menée maladroitement dans une mairie à la recherche d'un stock de tickets d'alimentation, se termine par une capture amenant la police à découvrir un carnet d'adresses pouvant provoquer l'arrestation de tout l'état-major de la Résistance départementale. La complicité d'un policier et du Procureur de la République permet d'éviter la catastrophe.).

Ma première tâche sera de constituer, au chef-lieu, un état-major dont les membres seront pris dans les divers mouvements et seront chargés d'une mission bien définie. Selon la règle, quatre bureaux sont constitués ; le premier est confié à un jeune officier faisant partie de l'O.R.A., organisation constituée de cadres provenant de l'armée d'armistice ; il a pour mission de poursuivre le recrutement des effectifs, de créer les organes de liaison, d'assurer la hiérarchisation des cadres. Le second bureau, dirigé par un ingénieur principal

des Ponts et Chaussées de *Libération-Nord*, collecte les renseignements sur le dispositif ennemi, sur les intentions de la Gestapo, de la police française et de la Milice. Le troisième bureau est le plus important, c'est à lui qu'incombe la mise au point du plan de campagne, des méthodes de sabotages et de guérillas ; c'est le chef départemental de *Ceux de la Libération*, un officier de réserve d'origine alsacienne, qui en prend la direction. Le quatrième bureau doit régler les questions de matériel et d'armement. Sa tâche est lourde ; il n'a à sa disposition que quelques moyens de transport, un outillage assez réduit et presque rien en fait d'armes et de munitions. Il est confié à un entrepreneur de maçonnerie qui, à l'O.C.M., a déjà rendu les plus grands services.

Le chef départemental du *Front national* sera l'adjoint du chef militaire des F.F.I., et les rapports avec les maquis seront assumés par un ex-instituteur appartenant au *Service national maquis* et au mouvement *Résistance*.

La nécessité de donner satisfaction à tous les groupements est une faiblesse, elle oblige à donner des tâches importantes à des hommes qui ne s'y consacreront parfois qu'assez mollement. Et puis, il faut compter avec l'activité des polices, et c'est ainsi que, quelques jours à peine après la constitution de cet état-major, en janvier 1944 le chef départemental adjoint doit disparaître, ce qui rendra très difficiles les liaisons avec les groupes dispersés du *F.N.* et des *F.T.P.F.*

Les susceptibilités entre Mouvements sont parfois assez vives, et l'O.R.A. notamment, qui, sur le plan politique, se sépare de tous les autres groupements, en raison de la sympathie qu'elle manifeste à l'égard de certaine des thèses du gouvernement de Vichy et sur le plan militaire, prétend à un certain monopole du fait de la meilleure formation militaire de ses cadres, travaille plus pour son propre compte que pour la tâche de coordination qu'elle devrait remplir au I^{er} Bureau.

D'où des retards très regrettables dans l'application des consignes de l'état-major départemental.

Le 2^e Bureau manque d'informateurs sachant observer correctement, et nous ne connaissons qu'assez imparfaitement l'importance réelle des effectifs et de l'armement ennemi.

Le 4^e Bureau est à la merci du B.O.A. (Bureau des Opérations aériennes), organisme qui relève de l'état-major allié. Des stocks d'armes et de munitions ont été constitués dans les départements voisins de l'Eure-et-Loir et de l'Orne, mais seul le maquis a reçu jusqu'ici une petite dotation. La règle a été de ne jamais distribuer à l'avance l'armement aux hommes, sous prétexte que ceux-ci s'en serviraient souvent hors de propos et prématurément. Mais le stockage pendant de longs mois a eu maintes fois pour conséquence la mainmise de tout le stock par les Allemands, alertés par des bavardages ou servis par le hasard. J'avais préconisé la distribution aux chefs de trentaine, qui pouvaient dissimuler aisément une petite quantité de matériel. Certaines de ces cachettes auraient peut-être été repérées par l'adversaire, mais les trentaines voisines pouvaient parer facilement à ce déficit en fournissant quelques armes à la trentaine dépouillée.

On nous laisse espérer, pour le printemps 1944, des parachutages d'armes sur les quatre terrains que nous avons aménagés et qui ont été homologués. A chaque lunaison, nos équipes de parachutages seront à l'écoute pour capter le message convenu, mais le jour J arrivera sans qu'aucun « Containner » n'ait été parachuté sur l'un de nos terrains. L'O.R.A., qui a deux terrains particuliers à sa disposition a davantage l'oreille du commandement à Londres, et trois parachutages d'armes lui sont destinés ; le premier échoue par la faute d'une partie de chasse nocturne organisée par les Allemands ; le second est mal largué et il tombe sur le territoire d'une commune non pourvue d'un groupe des F.F.I., et les Allemands, prévenus par le maire, viennent prendre possession de la cargaison ; le troisième, la veille du débarquement, a le même sort.

Les questions de coordination et de hiérarchisation sont réglées sans difficultés majeures. Dès le mois de février le

département est divisé en six arrondissements militaires, subdivisés en trente-six cantons dont le territoire correspond aux divisions administratives. Dans chaque canton, suivant le chiffre des combattants volontaires, un certain nombre de trentaines sont constituées, chaque trentaine comprenant cinq sizaines.

La sizaine est l'unité de base, la mieux adaptée à la mobilité nécessaire et au caractère clandestin indispensable. Elle opère souvent seule; si la mission à accomplir est particulièrement importante et dangereuse, on lui adjoint une seconde sizaine qui assure la protection aux abords et une troisième sizaine joue le rôle d'une section d'éclaireurs.

L'état-major départemental a des liaisons hebdomadaires avec le commandement de la subdivision qui groupe trois départements, en fait Manche, Calvados et Eure. La subdivision reçoit les ordres de la Région : la Région M. avec l'état-major régional qui réside au Mans. Ceci, c'est ce qui a été prévu, mais la Gestapo vient d'arrêter les principaux responsables du Mans et, par mesure de précaution, la subdivision M. I est rattachée provisoirement à la région parisienne. Toute cette hiérarchisation a un gros inconvénient, celui d'alourdir considérablement les tâches, d'allonger les liaisons, de multiplier en faveur de l'ennemi les possibilités de découvrir le plan de campagne des F.F.I. et, en tout cas, de provoquer des retards notables. Les consignes de l'état-major national mettent plusieurs semaines avant de pouvoir être répercutées sur le plan départemental. D'autre part, ce système a pour conséquences de mettre un écran entre des départements limitrophes qui auraient intérêt à confronter leurs points de vue.

(A suivre)

MARCEL BAUDOT.
